

SIEVT2026002PJ

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le 13/03/2026

ID : 031-200068823-20260311-SIEVT2026002-DE



Syndicat intercommunal des eaux de Villemur-sur-Tarn

Rapport d'orientation budgétaire

Année 2026

Conseil syndical
11/03/2026

PREAMBULE

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est une obligation légale pour syndicats qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus (article L 2312-1, D 2312-3 et L 5211-36 du CGCT).

Il a pour vocation de donner à l'organe délibérant les informations nécessaires qui lui permettront d'exercer son pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget.

Une délibération de l'assemblée délibérante prend acte du débat d'orientation budgétaire.

Celle-ci doit faire l'objet d'un vote. Par son vote, l'assemblée délibérante prend acte également de l'existence du rapport d'orientation budgétaire.

La délibération du DOB, comme toutes les autres, doit être transmise au contrôle de légalité.



Table des matières

PREAMBULE	1
PARTIE I : PRESENTATION GENERALE.....	3
PARTIE II : CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL	6
PARTIE III : SITUATION FINANCIERE DU SIEVT AU 31/12/2025	10
PARTIE IV : ELEMENTS PREVISIONNELS DU BUDGET 2026.....	12

PARTIE I : PRESENTATION GENERALE

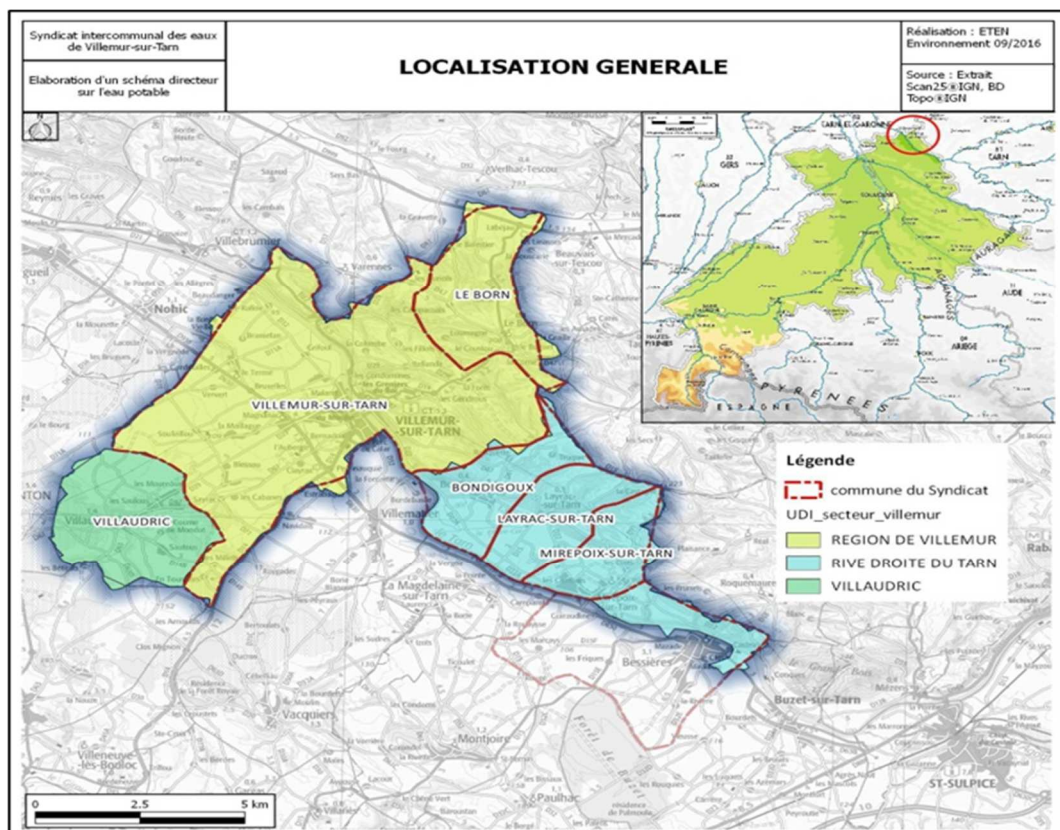
Le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE VILLEMUR-SUR-TARN est compétent en matière de production d'eau potable des 6 communes qui sont :

- Villemur-sur-Tarn ;
- Le Born ;
- Bondigoux ;
- Layrac-sur-Tarn ;
- Mirepoix-sur-Tarn ;
- La partie Nord de Bessières (Rive Droite du Tarn).

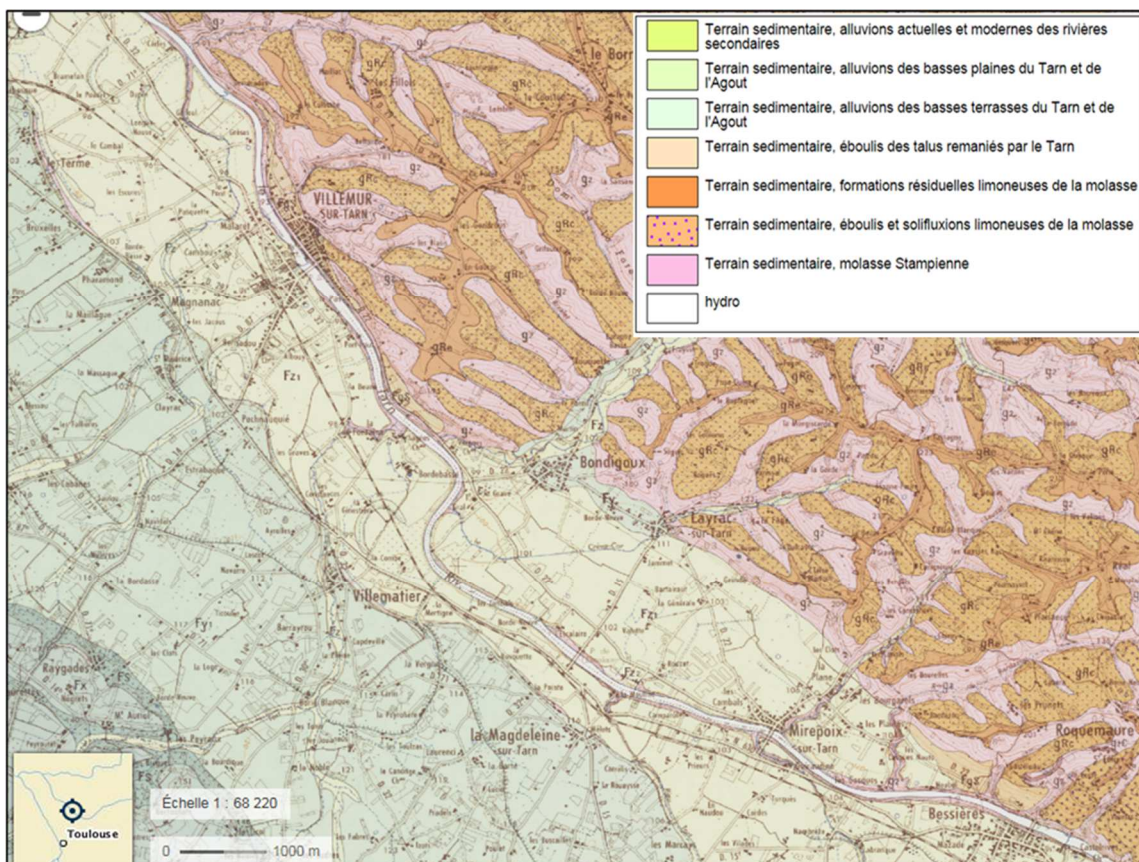
Il est à noter que le SIEVT est né, en Janvier 2017, de la fusion entre deux anciens syndicats :

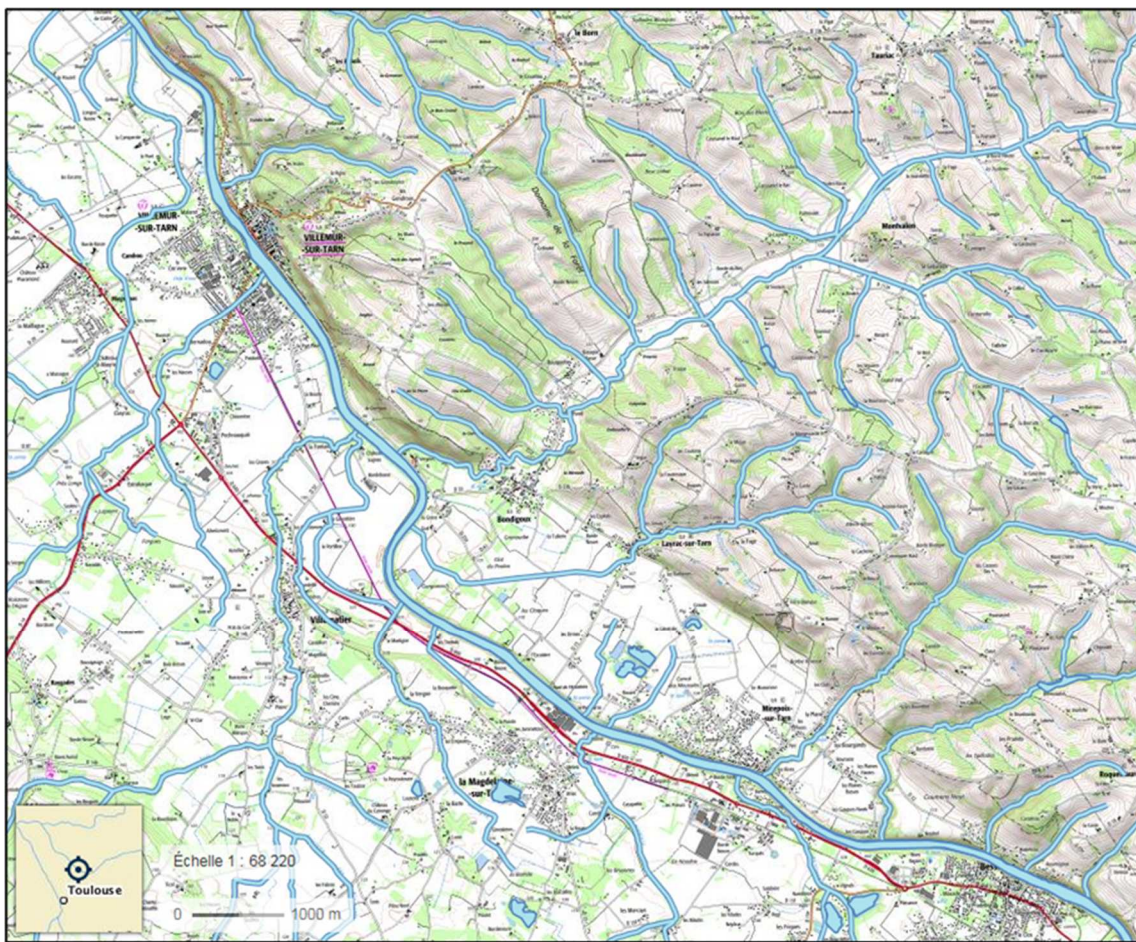
- Le Syndicat Intercommunal des Eaux de la Région de Villemur (« SIERV ») ;
- Le Syndicat Intercommunal des Eaux de la Rive Droite du Tarn (« SIERDT ») ;
- Le syndicat réalise également des ventes d'eau en gros sur la commune de Villaudric afin d'assurer la distribution d'eau potable sur cette commune.

Le syndicat couvre une superficie de 9 427 ha.



Le SIEVT s'étend sur une superficie totale de 94,27 km², avec une altitude comprise entre 85 m et 223 m, le relief global de ce syndicat est plutôt plat. La densité est comprise entre 45 et 243 hab/km².





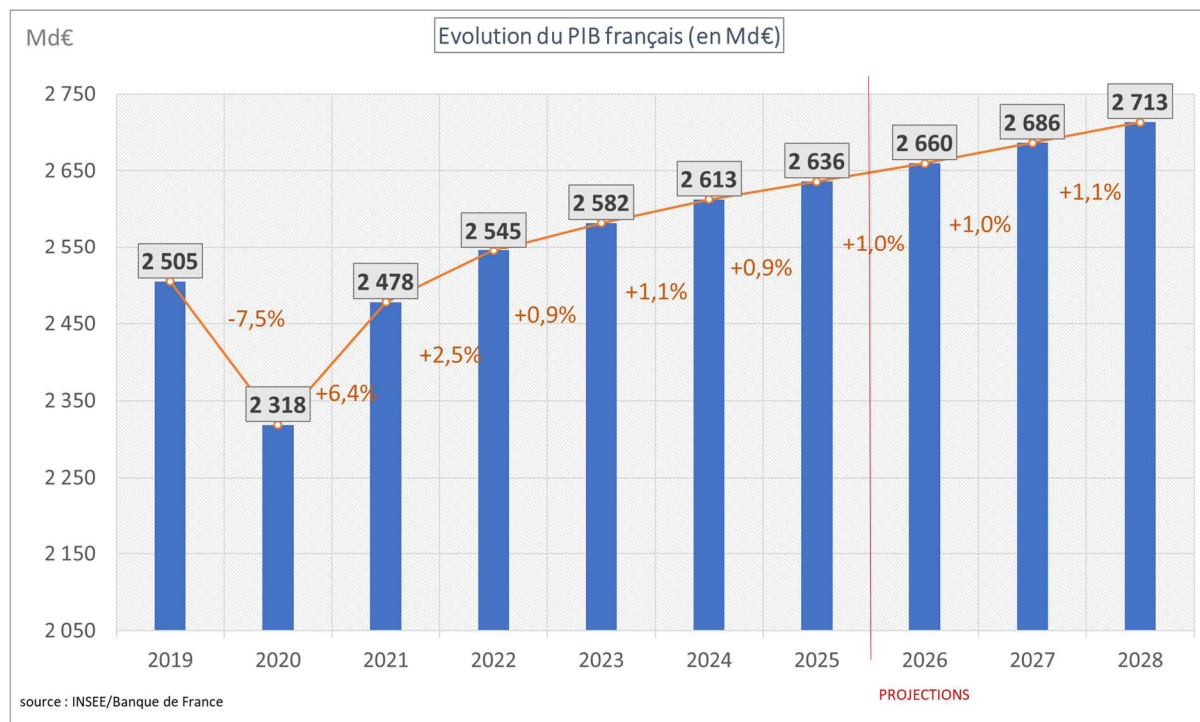
PARTIE II : CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL

L'environnement économique national reste marqué par un ralentissement de l'activité à l'échelle internationale et par des incertitudes géopolitiques persistantes. La croissance mondiale demeure positive (+3,2% en 2025), portée principalement par les États-Unis et certaines économies asiatiques, tandis que la Zone Euro affiche une progression plus limitée.

En France, après une croissance estimée à +1,1 % en 2024, l'activité économique ralentit. Selon les projections de la Banque de France et les hypothèses macroéconomiques retenues dans le projet de loi de finances pour 2026, la croissance du produit intérieur brut (PIB) s'établirait autour de :

- +0,9% en 2025 ;
- +1,0% en 2026 et 2027 ;
- +1,1% en 2028.

Cette croissance modérée s'explique notamment par une demande intérieure encore fragile, un investissement privé prudent et un niveau d'épargne des ménages toujours élevé, traduisant un climat économique empreint de prudence.

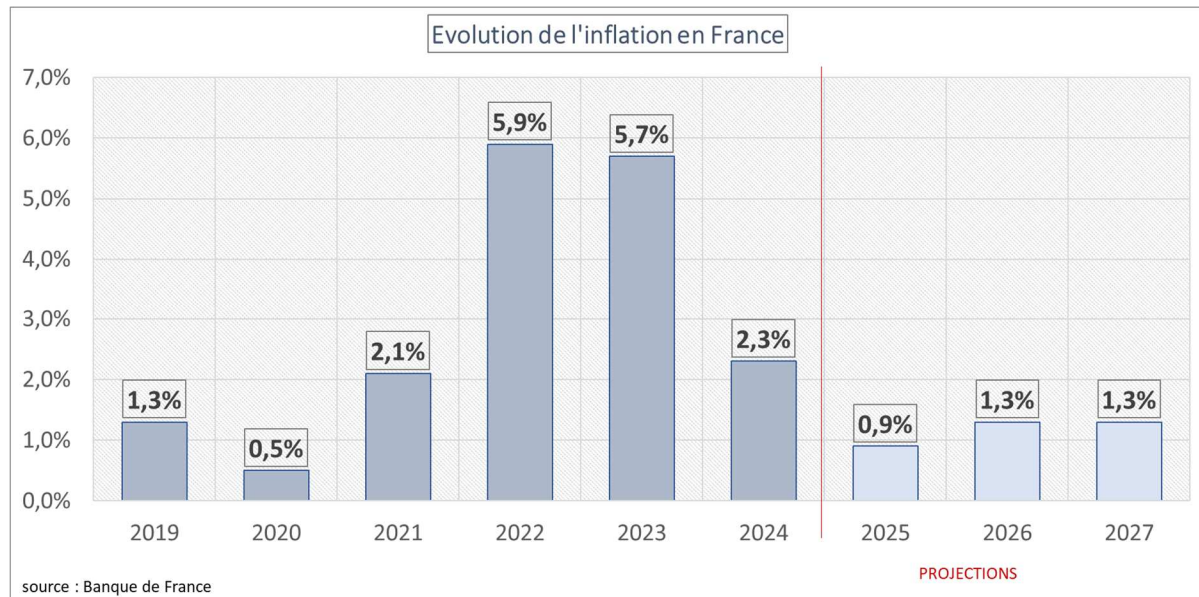


Après les fortes tensions inflationnistes observées en 2022 et 2023, l'inflation a nettement reculé en 2024 et poursuit sa normalisation. L'indice des prix à la consommation s'inscrit désormais dans une trajectoire plus conforme à l'objectif de stabilité des prix fixé par la Banque centrale européenne (inflation inférieure au seuil de 2%).

Les projections actuelles font apparaître :

- Une inflation inférieure à 1% en 2025,
- Une inflation inférieure à 1,5 % en 2026 et 2027.

Cette désinflation progressive a permis aux banques centrales d'amorcer un assouplissement graduel de leur politique monétaire, avec une baisse des taux directeurs, afin de soutenir l'activité économique sans relancer les pressions inflationnistes.



Le marché du travail reste relativement résilient mais montre des signes de ralentissement. La faiblesse de la croissance économique limite les créations d'emplois, notamment dans le secteur marchand.

Selon les projections de la Banque de France, le taux de chômage devrait :

- Se stabiliser autour de 7,6 % en 2025,
- Connaître une légère hausse en 2026, pour atteindre environ 7,8 %, avant une amélioration progressive à moyen terme.

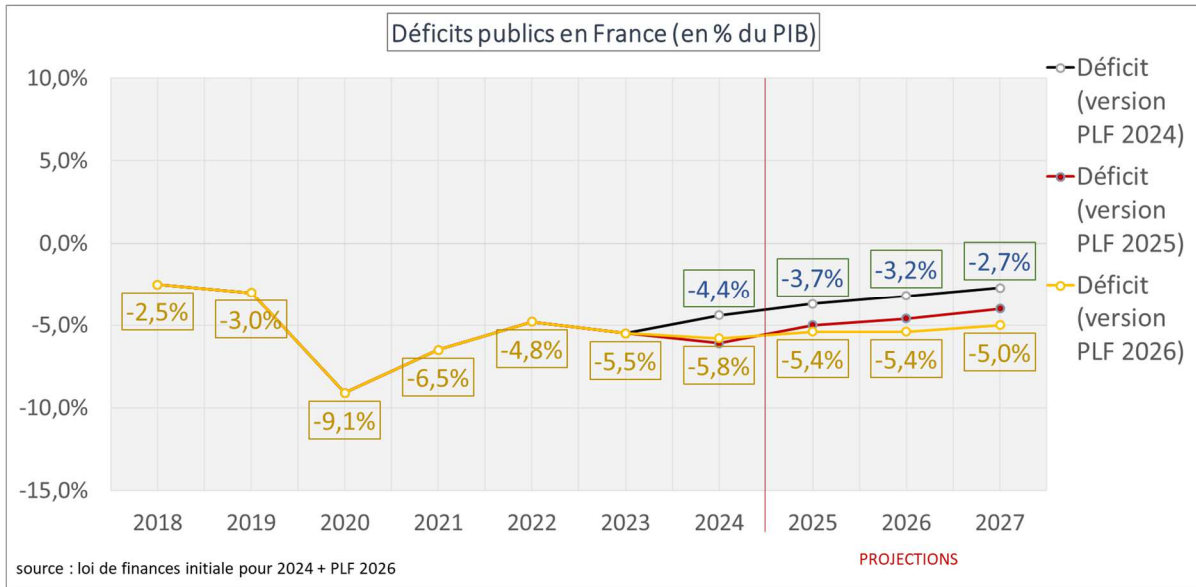
Cette évolution reflète l'ajustement progressif du marché du travail à un environnement économique moins porteur, s'expliquant en partie par un contexte politique national très instable depuis plusieurs mois.

Cette instabilité politique nationale a aussi mis en avant la situation préoccupante des comptes publics.

Le déficit public français, déjà supérieur aux normes européennes avant la crise sanitaire, s'est fortement dégradé depuis 2020 et reste à un niveau élevé. Dans le cadre du projet de loi de finances pour 2026, le Gouvernement retient une trajectoire de redressement progressif :

- Un déficit public estimé à -5,4 % du PIB en 2025 et 2026,
- Un déficit estimé à -5% en 2027, contre -2,7% dans le PLF 2024.

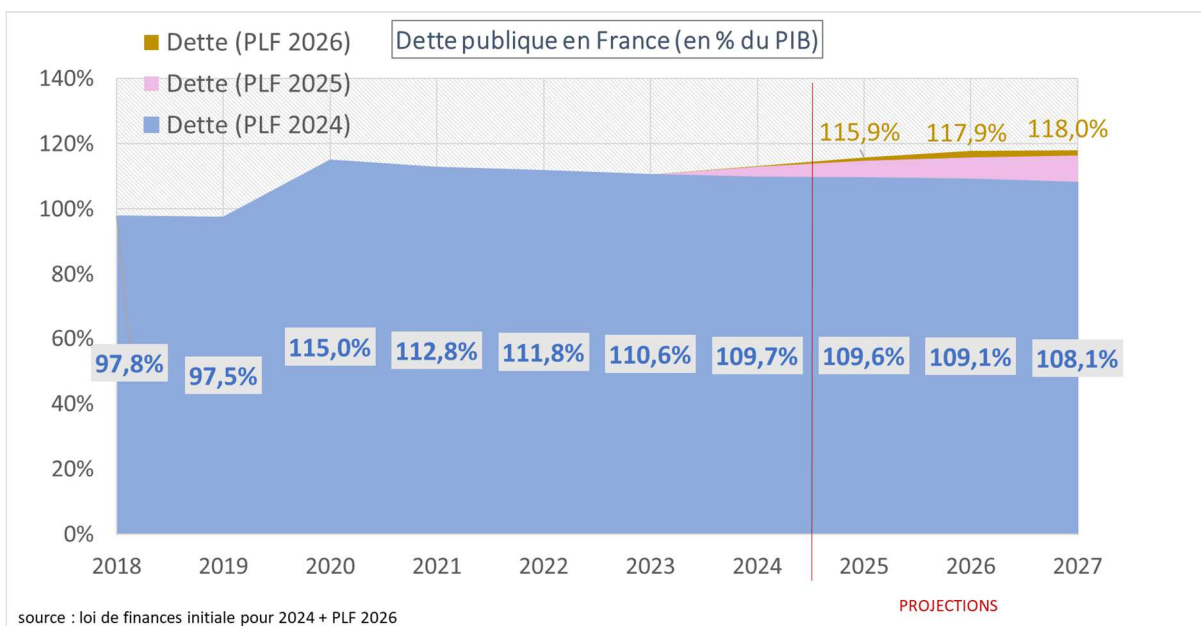
Cette trajectoire vise un retour sous le seuil des -3 % du PIB à l'horizon 2029, conformément aux engagements européens, mais suppose des efforts budgétaires significatifs et durables.



La dette publique française continue de progresser et atteint un niveau historiquement élevé. Les dernières estimations indiquent que l'endettement public pourrait se maintenir au-delà de 115 % du PIB, voire s'approcher des 120 % à moyen terme en l'absence d'ajustements structurels renforcés.

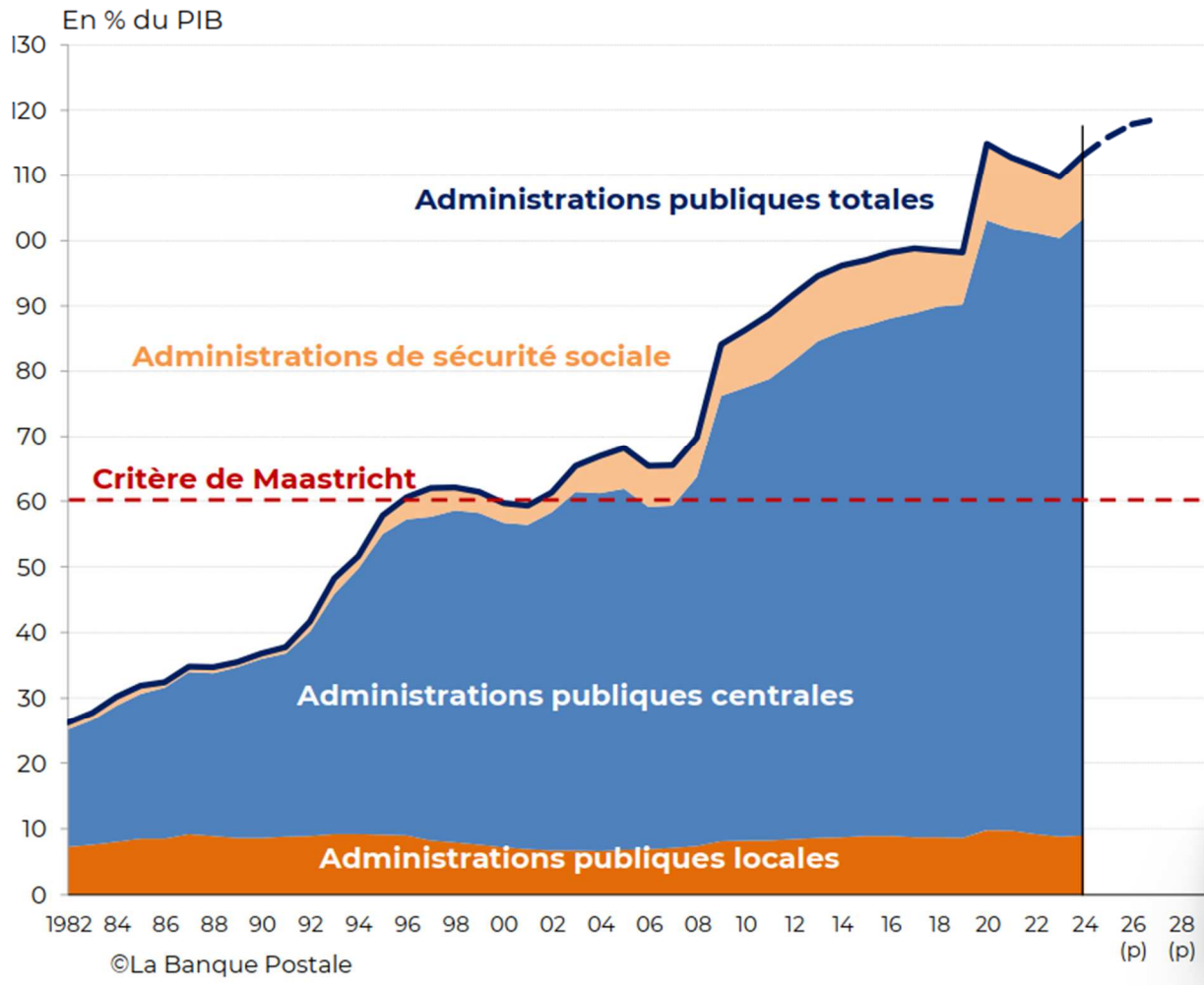
La hausse des charges d'intérêt, dans un contexte de taux encore élevés par rapport à la période pré-Covid, pèse durablement sur les finances publiques et limite les capacités d'intervention de l'État.

Ce contexte conduit les pouvoirs publics à rechercher une maîtrise accrue des dépenses, incluant une participation attendue de l'ensemble des administrations publiques, y compris les collectivités territoriales, à l'effort de redressement des comptes publics.





La dette des administrations publiques



PARTIE III : SITUATION FINANCIERE DU SIEVT AU 31/12/2025

Le compte administratif affiche un résultat positif en 2025, réparti comme suit :

- Section de fonctionnement : -88 555,83€ ;
- Section d'investissement : +1 374 195,49€.

EXPLOITATION (en €)	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Report de l'exercice N-1	105 249,24 €		- 105 249,24 €
Réalisations de l'exercice	1 484 365,99 €	1 501 059,40 €	16 693,41 €
Total section d'exploitation	1 589 615,23 €	1 501 059,40 €	- 88 555,83 €

INVESTISSEMENT (en €)	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Report de l'exercice N-1		1 367 999,05 €	1 367 999,05 €
Réalisations de l'exercice	344 851,62 €	351 048,06 €	6 196,44 €
Total section d'investissement	344 851,62 €	1 719 047,11 €	1 374 195,49 €

RESULTAT 2025 = 1 285 639,66€

Le déficit de la section d'exploitation s'explique par le déficit des années antérieures. Les décisions de hausse des tarifs de l'eau commencent à montrer leurs résultats avec un résultat 2025 légèrement positif (+ 16 693,41€).

Recettes d'exploitation (en k€)	2024	2025
TOTAL	1 391,4	1 500,9
Prestations	1 335,7	1 400,3
Subventions d'exploitation	2,1	1,7
Produits exceptionnels et reprise de provisions	2,2	41,8
Opérations d'ordre	51,4	57,2

Les produits d'exploitation progressent de +109 k€ portés par les recettes des factures d'eau (prestations) dont les tarifs ont progressé en 2025 (+65 k€) et les reprises de provisions (+40 k€).

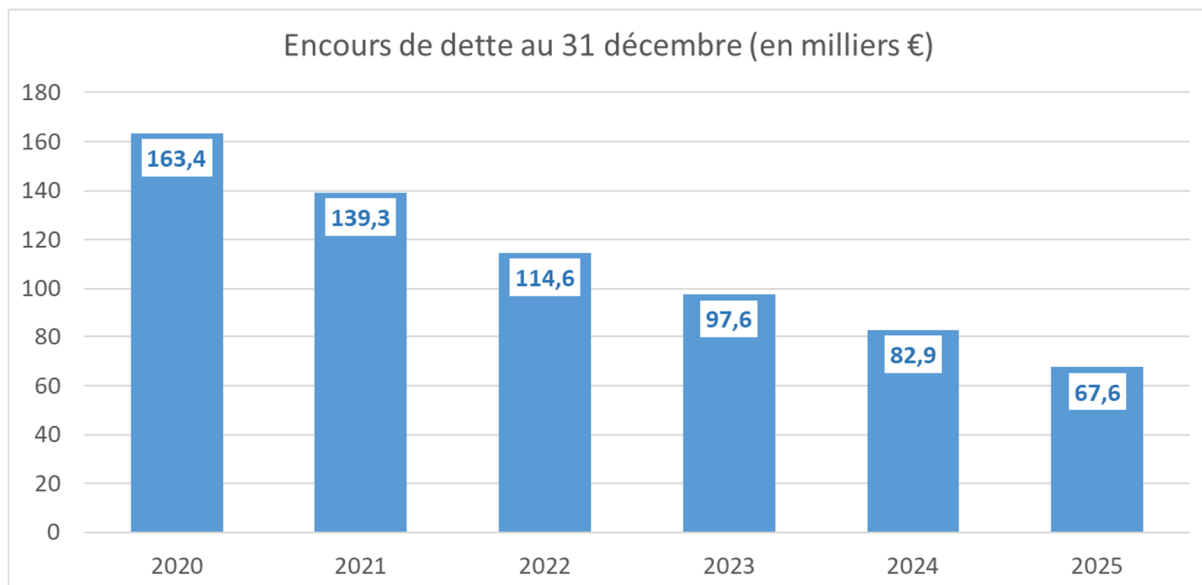
Dépenses d'exploitation (en k€)	2024	2025
TOTAL	1 490,1	1 482,8
Charges générales	929,3	913,2
Charges de personnel	62,1	50,7
Charges de gestion courante	27,9	26,9
Charges financières	3,6	1,4
Charges exceptionnelles	11,7	9,9
Dotations aux provisions	36,9	7,3
Dotations aux amortissements	219,2	275,7
Reversement redevance agence de l'eau	199,4	197,8

Les dépenses d'exploitation diminuent légèrement (-7 k€).

Tous les postes de dépenses se stabilisent ou diminuent légèrement à l'exception des dotations aux amortissements qui progressent de +56 k€, notamment suite aux régularisations opérées cette année.

Les investissements réalisés en 2025 s'élèvent à 239 k€. Il s'agit essentiellement de compteurs (147 k€) et de remplacement de canalisations (56 k€).

Parallèlement, le syndicat continue de se désendetter en 2025. L'encours de dette atteint 67,6 k€ au 31 décembre 2025, soit une réduction de près de 100 k€ de dette depuis 2020.



PARTIE IV : ELEMENTS PREVISIONNELS DU BUDGET 2026

Recettes d'exploitation (en k€)	BP 2025	BP 2026
TOTAL	1 663,0	1 800,0
Prestations	1 531,0	1 700,0
Subventions d'exploitation	2,0	5,0
Autres produits exceptionnels	30,8	85,0
Opérations d'ordre	91,2	0,0
Reprises de provisions	8,0	10,0

Les recettes d'exploitation devraient augmenter suite à la hausse des tarifs en 2025.

Dépenses d'exploitation (en k€)	BP 2025	BP 2026
TOTAL	1 663,0	1 800,0
Charges générales	973,7	1 077,0
Charges de personnel	65,0	51,0
Charges de gestion courante	29,0	28,9
Charges financières	3,0	2,5
Charges exceptionnelles	12,0	10,0
Dotations aux provisions	8,0	22,0
Dotations aux amortissements	262,0	305,0
Résultat reporté	105,3	88,6
Reversement redevance agence de l'eau	205,0	215,0

Les dépenses d'exploitation progressent aussi (+137 k€).

Les charges générales progressent. Elles incluent notamment le changement des charbons de filtration cette année.

Les dotations aux amortissements sont également plus élevées cette année (+43 k€) ainsi que le reversement des redevances à l'agence de l'eau (+10 k€).

Pour les investissements, il est notamment prévu :

- La poursuite des renouvellements de compteurs (budget estimé à 80 k€) ;
- L'inscription des crédits budgétaires pour un lancement des travaux de la station d'eau pour 1,5 M€ ;
- Des études CVM (20 k€) ;
- Le renouvellement de matériels (105 k€)
- Le remplacement de canalisations (460 k€).

Ces investissements sont financés principalement par l'excédent des années antérieures (1,4 M€) et des subventions de l'agence de l'eau et du Département (0,4 M€).